

L'écologie de Sisyphe

Université Libre de Bruxelles, 11 décembre 2025

Jean-Baptiste Fressoz

À première vue, Sisyphe n'a rien à voir avec le climat. Il est seul, nu, courbé sous un rocher. Pourtant, c'est peut-être la figure la plus honnête de notre situation écologique. Condamné à pousser éternellement une pierre qui retombe toujours, il incarne un temps qui ne progresse pas, une histoire de rechutes. Or l'histoire environnementale, loin de se résumer à une grande percée récente, ressemble justement à ce travail sans fin : poussées de lucidité, rechutes, promesses de rupture, reconductions matérielles.

En matière environnementale, tout semble pressant, mais le temps s'étire, empêtré dans les inerties matérielles. Loin d'une rupture soudaine, la crise environnementale s'écrit dans la pesanteur d'une histoire longue — deux siècles de « prises de conscience » sans cesse rejouées, comme autant de tentatives de hisser le rocher au sommet. Loin de la promesse d'une transition rapide, l'histoire de l'énergie est faite d'accumulations et de symbioses, d'énergies qui s'ajoutent plutôt qu'elles ne se remplacent, comme si chaque nouvel effort transformateur se retrouvait réabsorbé dans la pente. L'écologie n'est pas l'affaire d'une génération, ni même d'un siècle, mais l'épreuve d'un travail sans fin. C'est cette écologie de Sisyphe que je voudrais décrire : une écologie qui ne croit ni à la révélation soudaine, ni à la transition fulgurante.

Il y a dix ans, presque jour pour jour, était signé l'accord de Paris. À cette occasion, le ministre des Affaires étrangères de la République française, Laurent Fabius, déclara : « Notre responsabilité est historique, car nous sommes la première génération à la fois à prendre conscience du problème et la dernière à pouvoir agir. » Voilà une phrase typiquement non sisyphéenne : elle promet un moment unique, un avant et un après, une bascule décisive. Sisyphe, lui, sait qu'il n'y a pas de dernière poussée.

Pourquoi ce discours sur notre singularité est-il si attrayant dès que l'on parle de questions environnementales ? Pourquoi pensons-nous notre génération comme absolument extraordinaire du point de vue climatique ? Certes, chaque époque est différente, et il est donc normal que chaque génération pense sa singularité. Mais ce qui est étonnant avec la « prise de conscience environnementale », c'est qu'elle est toujours présentée comme nouvelle. Les mêmes journaux qui célèbrent l'été 2021 comme celui de la prise de conscience avaient déjà attribué cette épithète à 2020 (coronavirus), 2018 (canicule), 2015 (COP de Paris), ou encore à 2011 (Fukushima). En 1970 déjà, le Congrès américain affirmait que la décennie qui s'ouvrait serait celle de la « prise de conscience ».

Ainsi, chaque été caniculaire, chaque cyclone, chaque sommet climatique est présenté comme « le » moment où la pierre, enfin, va rester là-haut. Puis le rocher redescend.

L'histoire recommence. Bien évidemment, l'hypothèse sous-jacente à la « prise de conscience » étant un état préalable « d'inconscience », sa répétition confine à l'absurde : combien de fois peut-on prendre conscience ?

De manière parallèle — et le problème est bien plus grave — on retrouve une compression temporelle analogue appliquée cette fois-ci non pas à la prise de conscience, mais à un domaine qui s'y prête sans doute le moins : celui de l'ordre matériel. Le projet, parfaitement consensuel, pour faire face au réchauffement climatique, est celui de réaliser une « transition énergétique » : atteindre la neutralité carbone d'ici le milieu du siècle, déconnecter l'économie mondiale du carbone et donc de l'atmosphère d'ici vingt ou trente ans. Grâce aux panneaux solaires, aux éoliennes, à l'hydrogène, au nucléaire, aux pompes à chaleur ou aux voitures électriques, nous serions arrivés à un point de bascule : le monde matériel serait sur le point de changer de base. Là encore, on nous promet une poussée finale, celle qui, cette fois-ci, retiendra la pierre au sommet.

Walter Benjamin parlait de l'histoire comme d'un « avertissement d'incendie » : la prémonition historique des menaces devait « aider à couper la mèche qui brûle avant que l'étincelle n'atteigne la dynamite ». Quel est le rôle de l'histoire face à l'Anthropocène ? À quoi peut-elle bien servir quand la prémonition s'est transformée en certitude, qu'il n'y a ni mèche à éteindre ni dynamite, et que l'on fait face à un embrasement continu, global et généralisé ? Ni les sciences sociales ni aucune discipline, d'ailleurs, ne peuvent fournir de lance à incendie, seulement de petits détecteurs de fumée. Mais l'histoire peut au moins nous éviter de prendre la pente pour un sommet. Elle montre par exemple pourquoi certains discours (sur la prise de conscience) ou certains projets (comme la transition énergétique), qui prétendent éteindre le brasier, remplissent l'air de fumée, le rendent opaque et en cachent le foyer.

Prise de conscience : la première génération

La « prise de conscience » arrange tout le monde. Et en premier lieu les industriels. Au début de l'année 2021, Patrick Pouyanné, le PDG de Total, affirmait devant l'assemblée de ses actionnaires que l'année passée avait été celle « de la prise de conscience de la fragilité de la planète » — il avait tenu les mêmes propos en 2015. La ficelle est un peu grosse : prendre conscience maintenant pour mieux se dédouaner du passé. Dans la bouche des industriels, la « prise de conscience » est devenue une antienne : au mieux une incantation, au pire une absolution.

Pour les journalistes, la prise de conscience permet de mettre en récit la catastrophe, de l'extraire de son ennuyeuse régularité en l'érigant en rupture historique. Pour les intellectuels ou les artistes, la « prise de conscience » a ceci de gratifiant que, par leurs travaux, ils y participent. C'est à eux qu'échoit cette mission grandiose : éveiller les consciences, élargir le souci moral. Pour les historiens des sciences et de l'environnement, la prise de conscience fournit un sujet d'étude tout trouvé : retracer ses étapes progressives amenant à notre excellence scientifique et à notre état de conscience environnementale. Enfin et surtout, pour tout un chacun, la prise de conscience nourrit

l'espoir d'une transformation majeure de la société qui génère ces désastres : si nous venons de comprendre, alors tout peut encore changer.

Bien évidemment, l'hypothèse sous-jacente à la « prise de conscience » étant un état préalable « d'inconscience », sa répétition confine à l'absurde. Chaque nouvelle « première fois » de la conscience annule la précédente, comme si la pierre qui dévale effaçait à chaque fois le souvenir de la montée. Alors d'où vient cette antienne commode ? Et, au fond, pourquoi associe-t-on l'écologie à un problème de conscience ?

La « prise de conscience » repose sur une fausse évidence : la crise environnementale serait due à un manque, un déficit qu'il faudrait combler — et non à un monde productif et matériel intrinsèquement néfaste pour l'environnement ou qui réchauffe le climat de par sa nature même.

Cette manière de poser le problème naît du lien historique fondamental qui existe entre le discours sur la crise de la nature et le gouvernement de celle-ci. On trouve déjà ce lien pendant la Révolution française. L'État fait alors face à un défi politique : contrôler les usages de la nature d'un peuple de paysans devenus libres. Les forêts sont objet de conflit : la bourgeoisie, après la noblesse, cherche à rentabiliser ces espaces en les transformant en usines à bois, quand les paysans entendent préserver des droits de pâturage, de collecte de bois, de fourrage, etc. C'est dans cette tension que naît une littérature de vulgarisation exposant au peuple la fragilité de la nature et l'importance des relations invisibles qu'entretiennent les êtres vivants. Inspirée par un discours religieux sur l'ordre naturel, la forêt est présentée comme la clé de voûte de ce dernier : les paysans doivent la chérir, la respecter et la protéger, sans quoi la terre s'érodera, les sources s'épuiseront, le climat se détraquera. La prise de conscience y est déjà conçue comme un outil de gouvernement : on moralise les usages pour mieux les encadrer.

Sans surprise, c'est aussi sous la plume d'un forestier qu'apparaît dans les années 1940 l'expression précise de « conscience écologique ». Aldo Leopold est généralement considéré comme un des fondateurs de l'environnementalisme. En fait, ses travaux sont à l'aboutissement d'un siècle et demi de réflexions et d'exercices littéraires sur le gouvernement des usages populaires de la nature. Son ouvrage le plus célèbre, *L'Almanach du comté des sables*, forme une série de tableaux décrivant, de manière élégante et littéraire, la nature américaine et la beauté des relations qui y règnent. Car pour Leopold, la question écologique est avant tout une affaire d'éthique et d'esthétique. Si les fermiers du Midwest maltraitent la terre, c'est qu'ils manquent de conscience écologique. Un siècle de propagande conservationniste n'a eu que des effets modestes : les paysans savent mais n'agissent pas. Pour cela, il leur faudrait accomplir une « évolution intellectuelle et émotionnelle », il faudrait élargir leur domaine moral à la terre et aux autres êtres vivants. La *land ethic* que Leopold appelle de ses vœux repose sur la « conscience » d'appartenir à la « communauté biotique », et celle-ci à son tour doit être suscitée par « une esthétique de la conservation » permettant de rendre sensibles « les relations extraordinaires existant dans la communauté des plantes et des animaux » ainsi que « la beauté intrinsèque de l'organisme appelé Amérique ».

Bien entendu, la nature de la prise de conscience se modifie au cours du temps, à mesure de l'évolution des problèmes écologiques. En revanche, l'idée qu'elle procède de l'extérieur du corps social perdure. On le voit bien à travers la figure de l'explorateur-environnementaliste qui se perpétue de Bernardin de Saint-Pierre aux documentaires de Richard Attenborough. Ayant contemplé la nature sauvage et exotique, l'aventurier écologique revient éveiller la conscience métropolitaine. On le voit aussi à travers la figure du bon sauvage qui se prolonge dans celle de « l'Indien écologique ». À la fin des années 1960, la prise de conscience environnementale trouve un ailleurs encore plus lointain : l'espace, d'où l'on peut contempler la Terre, si belle, si fragile, seule oasis hospitalière dans l'immensité froide de l'espace hostile.

Certains épisodes de cette « prise de conscience » sont devenus mythiques. Par exemple celui lors duquel Steward Brand, l'éditeur du fameux *Whole Earth Catalog*, sous l'emprise du LSD, aurait eu la vision de la Terre entière et l'intuition que cette vision, largement partagée, pourrait transformer les humains et la planète. La photographie de la Terre prise la veille de Noël 1968 à bord de la capsule Apollo 8 devint rapidement la figure iconique de la « prise de conscience ». En allant sur la Lune, les astronautes auraient découvert la Terre. Dix ans plus tard, James Lovelock, un chimiste britannique, consultant pour la compagnie pétrolière Shell, mettait en scène le même retournement sublime : c'est en étudiant la possibilité de la vie sur Mars qu'il aurait découvert Gaia, la Terre-vivante capable de s'auto-réguler. La prise de conscience devient une révolution cosmologique, Lovelock et d'autres scientifiques du système terre après lui se comparant volontiers à Copernic, Galilée ou Darwin.

Depuis le Earth Day d'avril 1970, on ne compte plus les festivals, événements, foires, concerts, expositions, biennales... censés œuvrer à la « prise de conscience » planétaire. En 1974, l'exposition universelle qui se tient à Spokane, dans l'État de Washington, choisit déjà ce thème avec pour slogan : « La Terre n'appartient pas à l'homme, c'est l'homme qui appartient à la Terre. » En 1987, le « space philosopher » Frank White popularise l'idée « d'overview effect » : la vision d'ensemble de la terre, depuis l'espace, représenterait un tel choc qu'elle transformerait instantanément chaque astronaute (souvent d'anciens pilotes de chasse au bilan carbone apocalyptique) en parfait écologiste. Plus récemment, une poignée de startups – Blueturn, Overview Institute, Space VR, OneHome – prospère encore sur cette idée : œuvrer à la « conscience planétaire » grâce à des lunettes 3D.

Que ces discours recyclent quantité de tropes anciens – le Songe de Scipion, la théorie de la Terre vivante présente dans la cosmologie européenne depuis Kepler au moins, l'autorégulation chimique du globe étudiée depuis le XIX^e siècle – importe peu. Ce qui compte c'est que le sentiment de nouveauté soit entretenu. Des mises à jour ont donc régulièrement lieu (par exemple : après Gaia, l'Anthropocène) qui redonnent une certaine fraîcheur au thème et relancent un cycle d'affirmations à la fois tonitruantes et gratifiantes.

Le sentiment de prise de conscience est enfin conforté par une vaste littérature théorique. Dès 1969, un philosophe, auteur d'un *Environmental Man*, parle de la

conscience écologique comme la grande rupture de son époque. L'un des ouvrages du genre les plus remarquables est *La Société du risque* (1986) du sociologue allemand Ulrich Beck. La prise de conscience y est décrite comme le fruit d'une évolution des risques (transformés en incertitudes) et des sociétés (dans les pays riches, la question environnementale aurait pris la place de la question sociale). Le raisonnement repose sur une opposition (historiquement fautive) entre un passé progressiste et une modernité, la nôtre, qui serait devenue « réflexive », qui questionnerait sa propre dynamique.

Ce type de raisonnement phasiste possède un intérêt évident pour tous les théoriciens en herbe : l'époque, peut-on lire à longueur d'introductions, n'a pas encore trouvé ni sa philosophie, ni son philosophe. Ce procédé est à la fois banal et indémodable. Ce faisant, à l'« exception européenne » s'est substituée une « exception contemporaine ». Et il est assez frappant de constater que les mêmes intellectuels qui ont contribué à « provincialiser l'Europe » à l'instar du philosophe Dipesh Chakrabarty insistent maintenant beaucoup sur le caractère absolument sans précédent du diagnostic de l'anthropocène. Ceux qui ont critiqué le grand récit de la modernité comme Bruno Latour, dénoncer la flèche progressiste du temps, ont été prompts à instaurer notre époque comme rupture dans l'ordre du temps au nom de cette prise de conscience. L'ethnocentrisme a cédé sa place au chronocentrisme.

Si l'inconscience préalable est une hypothèse historiquement fautive – la plupart des sociétés se sont préoccupées à leur façon de leur environnement – la prise de conscience récente est malheureusement tout aussi problématique. Selon l'institut Gallup, en 1990, 69 % des Américains pensaient que l'environnement devait primer sur l'économie, ce taux tombe à 38 % en 2010 (avec la crise) et remonte à 65 % en 2020. C'est plutôt la stabilité qui domine : 74 % des Américains déclaraient s'inquiéter pour l'environnement en 2020 mais ils étaient déjà 77 % en 2000. La confiance dans la technologie à résoudre les problèmes est aussi très haute et stable. On retrouve une évolution similaire en Europe : forte confiance dans la science et la technologie, et reflux des préoccupations environnementales par temps de crise économique.

Transition énergétique : la dernière génération

Après avoir été la première génération à « prendre conscience », nous serions aussi la dernière génération à pouvoir régler le problème. Ici aussi, la compression temporelle est frappante. Elle se matérialise concrètement dans l'idée d'une « transition énergétique » : l'Europe s'est engagée à la neutralité carbone en 2050, avant la COP de Glasgow, la Chine avait annoncé une neutralité carbone pour 2060 et l'Inde pour 2070. À nouveau, on promet une dernière poussée : encore une génération d'efforts et la transition sera faite, le problème réglé une bonne fois pour toute.

De manière étonnante, l'histoire est souvent mobilisée pour renforcer la plausibilité d'une telle transformation du monde matériel. C'est par exemple Jeremy Rifkin qui annonce une troisième révolution industrielle, celle de l'hydrogène, résolvant nos soucis climatiques après une première révolution industrielle du charbon et une seconde du pétrole. C'est encore John Kerry qui explique dans les colonnes du *Financial Times* que

la transition énergétique est analogue à la révolution industrielle. Une histoire de l'énergie radicalement fautive nourrit un optimisme trompeur.

L'histoire mondiale de l'énergie n'est pas une histoire de substitution, mais d'accumulation. Il n'y a jamais eu de véritable « transition » en dehors du charbon, du pétrole ou même du bois. En 2024, le bois produisait deux fois plus d'énergie que le nucléaire. La même année, malgré la croissance des énergies renouvelables, les émissions du secteur électrique ont continué d'augmenter. Le récit du progrès technologique cache souvent une réalité plus monotone : une superposition constante de matériaux et de sources d'énergie plutôt que leur remplacement. Prenons l'exemple de l'éclairage. Lorsque l'électricité a remplacé les lampes à pétrole dans l'entre-deux-guerres, elle n'a pas mis fin à la dépendance de l'éclairage vis-à-vis du pétrole. Au contraire, les turbines des centrales électriques ont continué à alimenter les ampoules en brûlant du pétrole. Aujourd'hui, les phares des voitures consomment à eux seuls plus de pétrole que l'ensemble de l'économie mondiale en 1900, lorsque les lampes à pétrole éclairaient les foyers du monde entier. Si l'histoire nous enseigne quelque chose, c'est qu'aucune source d'énergie ou matière première (ou presque) n'est jamais devenue obsolète.

Il ne s'agit pas simplement d'ajouter de nouvelles sources d'énergie, mais d'une symbiose : les formes d'énergie se développent ensemble, s'entremêlent et se renforcent mutuellement dans le tissu matériellement inextricable des économies industrielles. L'industrialisation, par exemple, n'a pas consisté en un simple passage du bois au charbon. Au début du XX^e siècle, en Grande-Bretagne, l'industrie minière à elle seule consommait plus de bois pour soutenir les galeries souterraines que l'ensemble du pays n'en brûlait pour se chauffer un siècle plus tôt. Le charbon a stimulé la consommation de bois ; le pétrole a alimenté la demande de charbon, que ce soit pour produire de l'acier, construire des voitures ou construire des routes. À son tour, le pétrole a permis la production massive de matières premières, notamment le charbon et le bois, renforçant ainsi leur rôle dans l'économie. Le rocher de Sisyphe pèse de plus en plus lourd.

Bien évidemment, l'histoire ne peut fournir d'analogies directes pour réfléchir à la transition actuelle. Dans le passé, aucune politique publique n'a cherché à forcer une transition. Cependant, même si les industriels du XX^e siècle n'ont pas cherché à réduire les émissions de CO₂, ils ont constamment essayé d'économiser les combustibles fossiles, qui représentaient des coûts très importants dans des secteurs tels que les chemins de fer, les cimenteries, les aciéries et la production d'électricité. Et à certains moments de l'histoire, ils ont obtenu des succès spectaculaires. Par exemple, en raison des prix élevés du charbon pendant la Première Guerre mondiale et des progrès de l'électrification industrielle, des gains d'efficacité très rapides ont été réalisés. Entre 1915 et 1930, aux États-Unis, les centrales électriques divisaient par 5 l'intensité carbone par kWh. Les moteurs électriques étant beaucoup plus efficaces que les machines à vapeur, leur remplacement a permis de réduire drastiquement l'intensité carbone des machines industrielles. La consommation de charbon aux États-Unis a même diminué temporairement après la Première Guerre mondiale, avant même la crise de 1929.

Mais ces gains d'efficacité, selon un effet rebond classique, ont conduit à démultiplier l'utilisation des moteurs électriques. Ils furent utilisés pour créer de nouveaux produits, de nouveaux marchés et de nouveaux profits. Dans le premier tiers du XX^e siècle, le moteur électrique se déploie très rapidement dans le monde industriel : il est nettement plus efficace, plus simple d'emploi, et permet de rationaliser l'espace productif en multipliant les petits moteurs. Entre 1900 et 1950, la puissance de toutes les machines disponibles aux États-Unis a été multipliée par 70, tandis que les émissions de CO₂ étaient multipliées que par 4. Grâce à cette efficacité et propreté (locale) le moteur électrique peut aussi se déployer dans de nombreux autres espaces. La seconde moitié du XX^e siècle voit une diffusion encore plus rapide du moteur électrique dans l'espace domestique avec une multiplication de nouveaux produits électroménagers. Le couplage récent avec des batteries de plus en plus performantes a permis une immense prolifération de moteurs. On ne dispose pas de statistique globale sur le nombre de moteurs électriques installés, mais on peut estimer qu'en 2025 l'économie mondiale est équipée de plusieurs dizaines de milliards de moteurs — du moteur industriel à celui des brosse à dent— et probablement bien plus dans les 2,5 milliards de maisons et dans les 1,5 milliard de voitures que dans les usines. Et ce nombre croît très rapidement : une étude de marché basé sur la production des principaux industriels de secteur chiffrait à près d'un milliard par an la production de nouveaux moteurs électriques en 2023! En 2011, l'IAIE estimait à environ 45 % la consommation électrique des moteurs, générant environ 6 Gt de CO₂ soit deux fois plus que les émissions du monde entier un siècle plus tôt quand les industriels utilisaient des machines à vapeur, incomparablement moins efficaces.

L'histoire ne peut certes pas fournir d'analogie mais il faut aussi remarquer que depuis que le monde a officiellement reconnu le changement climatique avec la création de la CCNUCC en 1992, la part des combustibles fossiles dans le mix énergétique mondial n'a pratiquement pas évolué, restant supérieure aux trois quarts. Même dans les économies avancées, qui ont réussi à réduire leurs émissions, les combustibles fossiles restent dominants : en 2024, ils représentaient 80 % de la consommation énergétique aux États-Unis, 75 % au Royaume-Uni et environ 50 % en France et au Danemark. Les éoliennes et les panneaux solaires contribuent désormais à alimenter un monde qui reste fondamentalement dépendant du charbon, du pétrole et du gaz — pour l'acier, l'alimentation, le béton et le transport mondial par voie aérienne et maritime.

Compte tenu de cette histoire d'accumulation et de symbiose, d'où vient l'idée d'une « transition énergétique » ? Jusqu'aux années 1970, ce terme était rarement utilisé. Les experts s'attendaient à des changements dans la composition du mix énergétique et à une éventuelle stabilisation de la consommation totale, mais pas à la disparition pure et simple de certaines sources d'énergie. Ils étaient plus préoccupés par l'épuisement à long terme des réserves de charbon que par leur remplacement. Leur horizon temporel s'étendait sur plusieurs siècles. En 1915, Herbert Jevons, fils de l'économiste William Stanley Jevons, prédisait que la consommation britannique de charbon atteindrait son pic vers 2100, avec 400 millions de tonnes par an, puis se stabiliserait à 300 millions de

tonnes jusqu'en 2200. La notion de transition, au sens moderne du terme, était étrangère à leur pensée.

Le terme « transition énergétique » lui-même vient de la physique nucléaire, où il décrit le passage d'un électron d'un état énergétique à un autre. Il a ensuite été adopté par les défenseurs de l'énergie nucléaire, en particulier les partisans des réacteurs à neutrons rapides. Ces réacteurs, capables de convertir tous les isotopes d'uranium en combustible, offraient une vision d'énergie illimitée et une solution à l'épuisement des combustibles fossiles. De cette vision est né le terme « transition », qui désigne une évolution progressive, s'étendant sur plusieurs siècles, d'une énergie finie à une énergie infinie.

La crise énergétique des années 1970 a encore popularisé ce terme. À cette époque, la « transition énergétique » était devenue un slogan très inclusif, pouvant s'adapter à diverses visions : des rêves nucléaires à la renaissance du charbon, en passant par les utopies solaires, les économies sans croissance, et les critiques environnementalistes. Tout le monde, des néo-malthusiens aux techno-optimistes, pouvait s'y rallier. La transition énergétique désignait tout ce qui pouvait permettre de résoudre la crise énergétique ou renforcer la souveraineté énergétique américaine.

Le plus étrange est peut-être la manière dont ce discours, né au milieu du XX^e siècle des inquiétudes liées à la pénurie et aux promesses atomiques, a été recyclé pour penser la crise climatique. Lorsque le réchauffement climatique est devenu un enjeu politique à la fin des années 1970 aux États-Unis, les mêmes économistes et institutions qui avaient géré la crise énergétique ont repris leurs cadres théoriques pour y faire face. La continuité est frappante, mais le décalage l'est tout autant. Le défi climatique exigeait quelque chose de totalement nouveau : non pas une lente évolution sur plusieurs siècles, mais l'élimination rapide et totale des combustibles fossiles en quelques décennies, motivée non pas par la pénurie, mais par la nécessité de limiter le carbone atmosphérique malgré l'abondance et le faible coût des combustibles fossiles.

La différence entre ces deux crises — « crise énergétique » de long terme et déstabilisation climatique très rapide — était très profonde, mais la même boussole intellectuelle guidait les deux. En présentant l'avenir comme une succession de transitions majeures entre les systèmes énergétiques, l'histoire de l'énergie a servi un objectif idéologique discret mais central. Elle confère un poids historique et une plausibilité à la perspective d'éliminer les combustibles fossiles par le progrès technologique en l'espace de deux ou trois décennies, une perspective pour laquelle il n'existe absolument aucun précédent. L'attrait de la « transition énergétique » est puissant, offrant une vision de la transformation future qui excuse l'inaction actuelle : Sisyphe est invité à croire que, cette fois, le rocher restera en haut.

Sisyphe et la crise climatique

Dans *Le Mythe de Sisyphe*, Camus propose une lecture radicale de la condition humaine : l'homme cherche un sens et le monde, en retour, reste muet. Cette tension entre la quête de clarté et l'opacité du réel, Camus la nomme l'absurde. Face à cette

contradiction fondamentale, trois issues s'offrent à nous : le renoncement (le suicide), le refuge dans l'illusion (les « sauts » — foi religieuse, téléologie historique), ou bien la confrontation. C'est cette dernière voie que Camus choisit : vivre l'absurde sans le fuir, refuser les consolations faciles, affronter l'impasse — et s'y révolter. Sisyphe, condamné à rouler éternellement son rocher sans jamais atteindre le sommet, devient ainsi l'emblème d'une révolte vouée à l'échec. Il sait. Il ne croit plus. Et pourtant, il pousse.

Nous avons vu que la « prise de conscience » et la « transition énergétique » fonctionnent comme des récits anti-sisyphéens : ils promettent une dernière montée, un moment décisif après lequel l'effort serait enfin récompensé. À chaque sommet climatique, à chaque promesse d'innovation verte, la pierre semble sur le point de tenir, enfin, en haut de la pente. Puis elle redescend. C'est-à-dire que les émissions continuent d'augmenter ; les investissements fossiles repartent à la hausse.

Nous voulons une planète habitable, juste, durable. Mais le monde — le système énergétique et matériel mondial, le capitalisme, et notre biologie même — nous oppose une force sourde, impassible. L'écologie de Sisyphe commence lorsque l'on renonce à l'idée qu'un surcroît de conscience ou un surcroît de technologie suffirait à supprimer les forces derrière l'anthropocène.

Dans ce contexte, la solution de facilité — et le danger — serait de céder aux « sauts » que Camus dénonçait : croire qu'une technologie miracle nous sauvera ; penser que le marché ou l'État se chargera de la « transition » ; espérer qu'un récit mobilisateur deviendra une prophétie auto-réalisatrice capable de faire basculer le monde matériel. Ces croyances rassurent, mais elles ne convainquent plus. Elles suspendent l'action autant qu'elles ne la motivent.

À l'inverse, prendre le climat au sérieux, comme Camus prenait l'absurde au sérieux, exige de reconnaître la contradiction fondamentale entre la condition matérielle de l'humanité et le climat. Alors, comme Sisyphe, il faut pousser — en sachant que le rocher redescendra, que les inerties sont gigantesques, que les « transitions » seront incomplètes, que les « prises de conscience » seront répétées. C'est la condition pour que l'écologie cesse d'être la promesse d'une conversion et devienne ce qu'elle a toujours été un travail sans fin sur un monde matériel.